

6 Aspirations, attentes et réalités de la jeunesse dans un Etat fragile: le cas haïtien

Maud Hazan

Rafael Novella

Claire Zanuso

Hazan: Agence Française de Développement (AFD); **Novella:** Banque Interaméricaine de Développement (BID) et Université d'Oxford (Oxford Department of International Development & the Centre on Skills, Knowledge and Organisational Performance); **Zanuso:** AFD et DIAL (Institut de Recherche pour le Développement, Université Paris-Dauphine).

Nous voudrions remercier en premier lieu Daniel Milbin, Directeur des Enquêtes Nationales de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique pour son soutien et ses conseils éclairés. Jean Robert Joseph et toute l'équipe de l'Institut de Consultation en Informatique Économie et Statistique Appliquées (ICIESA) pour leur professionnalisme et leur engagement dans la collecte de données. Merci également à Suzanne Duryea, à Anna Lipchitz, à Eleonora Nun et à un relecteur anonyme pour leurs commentaires. Enfin, un grand merci aux représentants en Haïti de l'AFD et de la BID pour leur soutien au projet et pour avoir facilité les missions de l'équipe scientifique sur le terrain. Les opinions exprimées dans cet article sont celles des auteurs, et ne reflètent pas nécessairement le point de vue de l'AFD, de la BID, de leurs Conseils d'Administration ou des pays qu'ils représentent.

6.1 • Introduction

En Haïti, l'intégration des jeunes dans la société et sur le marché du travail est un enjeu critique pour la persistance de l'ordre social, et l'atteinte des objectifs de développement et de croissance souhaités. Presque neuf ans après le tremblement de terre qui a secoué la société haïtienne, en janvier 2010, Haïti reste le pays le plus pauvre du continent américain¹ et l'un des plus inégalitaires au monde². Les jeunes représentent plus de la moitié de la population, et constituent à la fois un des groupes les plus vulnérables et celui dont la situation s'est le plus dégradée suite au séisme (Herrera et al., 2014; Zanuso et al., 2014). Cependant, il n'existe pas d'information actualisée sur cette situation: la dernière enquête sur la jeunesse haïtienne date d'avant le séisme (Haïti Youth Survey, 2009) et celle qui permet un diagnostic national du marché du travail de 2012 (ECVMAS, 2012). Dans ce contexte, la compréhension des attentes et des enjeux auxquels est confrontée la jeunesse haïtienne n'a jamais été aussi cruciale.

Malgré quelques progrès notables au cours de la dernière décennie, notamment en termes de réduction du taux d'extrême pauvreté³, le pays a dû faire face à une succession de chocs (séismes, inondations, ouragans, épidémies, etc.). Les plus dévastateurs, le tremblement de terre du 2 janvier 2010 et le cyclone Matthieu du 4 octobre 2016, ont causé plus de 200 000 morts et un million de déplacés, d'après les chiffres officiels, et occasionné des dommages estimés respectivement à 120 % du PIB (Banque mondiale, 2016) et 32 % du PIB (PNUD, 2017). Leurs conséquences sur les conditions de vies et le marché du travail notamment ont contribué à aggraver la précarisation de la jeunesse. L'explosion des taux d'activité des jeunes entre 2007 et 2012 est inquiétante, en ce qu'elle reflète les stratégies de compensation suite à l'appauvrissement des ménages, au détriment de l'investissement scolaire de ces jeunes. Face à ces difficultés, nombreux sont ceux qui émigrent à la recherche d'opportunités scolaires ou professionnelles: en 2015, la diaspora haïtienne compte 1,2 million d'émigrants, soit un dixième de la population du pays (ONU, 2015), et les

1. En 2016, le PIB par habitant est de 1 784 US\$, le taux de croissance de 1,4% (Banque mondiale, 2018), et Haïti occupe la 163^{ème} place sur 186 pays dans le classement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2017).

2. Le coefficient Gini est de 0,68 en 2012 (Herrera et al., 2014), et son augmentation entre 2007 et 2012 indique un creusement des inégalités géographiques, de genre et intergénérationnelles.

3. Le taux d'extrême pauvreté (1,23 dollar par jour) a diminué de 31 % en 2000 à 24 % en 2012 (Banque mondiale, 2015).

transferts de fonds représentent en 2016 plus d'un quart de la richesse nationale (Banque mondiale, 2017).

Outre la pression économique à l'origine de l'insertion accrue des plus jeunes sur le marché du travail, qui désertent alors partiellement ou totalement l'école, le manque de ressources financières dans le secteur éducatif est un frein majeur à la garantie d'une formation adaptée aux besoins de la jeunesse et du pays. Cela se traduit par une offre publique atrophiée⁴ et une qualité hétérogène de l'éducation privée. Entre 2007 et 2012, l'augmentation des niveaux d'instruction et de la fréquentation de l'école primaire (plus des trois quarts des 6 à 11 ans en 2012) sont des progrès à souligner, mais ils masquent une réalité préoccupante: seulement un jeune âgé de 12 à 17 ans sur quatre fréquente le secondaire (Herrera et al., 2014), et les jeunes inscrits dans le supérieur sont encore moins nombreux. Par ailleurs, le retard à l'entrée, les redoublements et les abandons (Cayemittes et al., 2013) comptent parmi les principaux défis que devront considérer les politiques éducatives.

La littérature spécifique à Haïti concernant la décision des jeunes durant leur transition de l'école au marché du travail est embryonnaire (Amuedo-Dorantes et al., 2015; Adelman et al., 2017; Novella et Zanuso, 2018). L'enquête «Millennials en Amérique Latine et dans les Caraïbes» produit une information actualisée sur les déterminants, traditionnels et plus novateurs, de l'arbitrage entre travail et études des jeunes haïtiens, et contribue en cela à la formulation de politiques documentées par des éléments empiriques. L'analyse de ces données permet d'actualiser le diagnostic sur les conditions de vie des jeunes port-au-princien(ne)s et de mesurer leurs aspirations, attentes, capacités techniques et cognitives, jusqu'alors sous-documentées.

L'enquête Millennials en Haïti a été réalisée entre avril et mai 2018 auprès d'un échantillon de 860 jeunes de 15 à 24 ans de l'Aire Métropolitaine, résidant dans les communes de Port-au-Prince, Carrefour et Pétion-ville⁵. Alors que près d'un cinquième de ces jeunes est aujourd'hui exclu du système éducatif comme du marché du travail, les inégalités en termes d'aspirations et d'aptitudes sont nettes suivant le genre, la situation scolaire et le statut dans l'emploi du jeune. En parallèle de cette enquête quantitative, des données qualitatives sur les opportunités et aspirations de jeunes âgés de 15 à 24

4. 16 % des établissements scolaires primaires et 5 % des établissements secondaires sont publics, d'après le recensement scolaire de 2014.

5. L'enquête Millennials a été mise en œuvre par l'ICIESA, avec l'appui technique et financier de la BID, de l'AFD, d'Espacio Publico, de Young Lives-Oxford et du Centre de Recherche pour le Développement International.

ans de la commune de Port-au-Prince ont été collectées lors de quatre *focus groups*, sous la forme d'entretiens semi-structurés. Ces informations qualitatives ont permis d'approfondir les différences d'opinion et de perception sur la situation actuelle et les perspectives des jeunes en Haïti suivant leur groupe d'âge (15-18 ans ou 19-24 ans) et leur situation scolaire (éloignés du système scolaire ou non).

Cet article se divise en 5 sections. Après cette introduction la seconde section présente le contexte scolaire, professionnel et politique dans lequel évolue la jeunesse haïtienne. La troisième section reprend les principaux travaux académiques portant sur les déterminants de l'arbitrage entre travail et études en Haïti. Sur la base des résultats de l'enquête Millennials, la section 4 présente une photographie de la jeunesse haïtienne en 2018, de son insertion scolaire et professionnelle ainsi que de ses aptitudes et aspirations. Enfin, la dernière section synthétise les principales conclusions et recommandations en termes de politiques publiques.

6.2 • Un contexte difficile

Haïti souffre d'importants retards en termes économiques comme sociaux. En 2018, Haïti est classé 180 sur 190 économies par l'index *Ease of Doing Business* de la Banque mondiale. Parmi les principaux freins au développement économique figurent le manque de réglementations, l'accès limité aux financements, une main d'œuvre insuffisamment formée et le manque de données pour informer les politiques publiques. Malgré des progrès en termes de réduction de la pauvreté depuis deux décennies, en 2012, près de six Haïtiens sur dix vivent encore en-dessous du seuil national de pauvreté (2,41 \$ par jour) (Banque mondiale, 2015). La prévalence du VIH en 2017 (2 % des 15-49 ans) y est par ailleurs la plus élevée en dehors du continent africain⁶ (EMMUS 2017). Ce contexte particulier affecte les conditions de vie et les décisions prises par les jeunes haïtiens. Cette section présente donc les caractéristiques principales du système éducatif, du marché du travail et des conditions de vie de la jeunesse en Haïti, ainsi que les politiques publiques visant les jeunes.

6. Cette prévalence est toutefois plus faible chez les jeunes: 1 % des 15-24 ans (EMMUS 2017).

6.2.1 • Le système éducatif

En termes d'éducation, le retard historique du pays est difficile à résorber. L'analphabétisme concerne encore près d'un quart des plus de 10 ans, mais il est sept fois moins élevé chez les 10-14 ans que chez les plus de 56 ans (Herrera et al., 2014). Le système éducatif formel est actuellement composé de quatre niveaux: le préscolaire jusqu'à 5 ans (non obligatoire), l'éducation de base jusqu'à 11 ans, l'enseignement secondaire jusqu'à 17 ans puis l'enseignement supérieur⁷. Les taux nets de fréquentation révèlent des progrès en demi-teinte: si près de huit jeunes haïtiens sur dix (6-11 ans) sont à l'école primaire, la transition vers le secondaire est particulièrement faible, avec une fréquentation qui ne concerne qu'un quart des 12-17 ans et un écart de genre favorable aux jeunes femmes (Cayemittes et al., 2013)⁸. L'accès à l'enseignement supérieur, composé des programmes universitaires, techniques et professionnels, est restreint quant à lui à une minorité: en 2012, seulement 7 % des 20 à 24 ans et 12 % des 25 à 29 ans déclarent avoir atteint les études supérieures (Cayemittes et al., 2013). Le réseau formel de formation technique et professionnelle, proposé dès 12 ans et assuré par l'Institut National de Formation Professionnelle, est en fait majoritairement relayé par le système d'apprentissage traditionnel et informel chez un employeur (MENFP, 2013).

L'un des défis majeurs pour l'éducation des jeunes en Haïti est le manque de ressources financières qui se traduit par une offre d'établissements publics largement minoritaire. De fait, seulement 16 % des établissements primaires et 5 % des établissements secondaires sont publics, d'après le recensement scolaire de 2014. Le coût lié à l'éducation est supporté en premier lieu par les ménages, dont les dépenses couvrent 64% du coût total, parfois aidés par des transferts privés.

Les dépenses publiques d'éducation ne représentent que 3,5 % du PIB (Banque mondiale, 2015), et leur évolution a été erratique depuis 2002, du fait de l'instabilité politique et de la volatilité de la croissance (Lamaute-Brisson, 2013). La non-fréquentation scolaire est significativement liée au niveau de revenu du foyer: elle est presque deux fois supérieure chez les 6-19 ans appartenant au quintile le plus pauvre (14 %) que chez ceux appartenant au quintile le plus riche (8 %) (Herrera et al., 2014).

7. Seule l'éducation de base, pour les enfants âgés de 6 à 11 ans, est obligatoire en Haïti.

8. Les enquêtes EMMUS 2012 et ECVMAS 2012 fournissent à ce jour les données les plus récentes concernant les taux de fréquentation scolaire en Haïti, le rapport complet de l'enquête EMMUS 2016-2017 n'étant pas encore disponible. L'enquête Millennials en Haïti permettra d'actualiser ces chiffres pour Port-au-Prince.

Au-delà de l'accès limité à l'éducation, l'importance de l'offre d'éducation privée rend difficile la garantie d'une éducation de qualité⁹, car ces écoles, de niveau hétérogène, ignorent souvent les réglementations gouvernementales et les normes d'accréditation (Lunde, 2010). Le retard à l'entrée à l'école primaire, les redoublements et les abandons¹⁰, ainsi que les faibles résultats aux examens nationaux soulignent le besoin urgent d'investir dans un système éducatif de qualité (Cayemittes et al., 2013). En 2017, le taux de réussite au baccalauréat est de seulement 30 %¹¹. Ces enjeux, aussi bien en termes de qualité que d'accès à l'éducation, sont d'autant plus cruciaux qu'ils ont une incidence à court terme sur les incitations à scolariser les jeunes, et à plus long terme sur leur insertion sur le marché du travail.

Par ailleurs, alors que des travaux empiriques mettent en évidence un effet négatif des grossesses adolescentes sur les niveaux d'instruction, et sur les revenus futurs ou l'emploi (Fletcher et Wolfe, 2008; Ashcraft et Lang, 2006), 10 % des jeunes haïtiennes de 15 à 19 ans (et plus d'une jeune fille sur cinq à l'âge de 19 ans) ont eu au moins un enfant, ou sont enceintes de leur premier¹² (IHE et ICF, 2018).

Le tremblement de terre de janvier 2010 et le cyclone d'octobre 2016 ont causé d'importantes pertes pour le secteur éducatif, tant en termes matériels (établissements détruits ou très affectés) qu'humains (décès, déplacements de population). L'afflux de fonds de l'aide au développement et les envois de fonds de la diaspora haïtienne ont toutefois alimenté la reconstruction du pays et la résilience du système éducatif: le recensement scolaire de 2014 fait état d'une légère augmentation, par rapport à 2010, des effectifs d'enfants scolarisés au primaire (+ 6 %) et au secondaire (+ 4 %). Ces catastrophes naturelles ont augmenté les coûts direct et indirect (coûts d'opportunité) de la scolarité des plus jeunes, et fortement affecté les revenus du travail, or l'emploi constitue la première source de revenus, en particulier chez les ménages les plus pauvres. Pour limiter la baisse des revenus, une des stratégies alors adoptées par les ménages a été de mettre au travail les membres secondaires du ménage.

9. L'éducation privée est suivie en 2014 par 76 % des élèves du primaire et 73 % des élèves du secondaire (Annuaire Statistique du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle, 2015).

10. Les abandons scolaires touchent plus d'un écolier sur 10 (Herrera et al. 2014).

11. Résultats publiés sur le site du Ministère de l'Éducation Nationale et de la Formation Professionnelle.

12. La proportion d'adolescentes ayant commencé leur vie féconde est par ailleurs largement supérieure chez les adolescentes non-instruites (27 %) que chez celles ayant atteint le secondaire (9 %).

Certaines améliorations entre 2007 et 2012 sont notables, bien qu'encore insuffisantes: la part d'individus sans diplôme a diminué de 15 %, mais représente toujours presque la moitié de la population, et la proportion d'individus ayant terminé le niveau secondaire a doublé, mais reste inférieure à 10 % (Herrera et al., 2014). A l'inverse, l'accroissement de 2 % de l'abandon scolaire reflète bien un changement d'arbitrage dans le temps des jeunes haïtiens au profit d'une plus forte participation au marché du travail: en 2012, un enfant haïtien âgé de 5 à 14 ans sur deux travaille (Cayemittes et al., 2013)¹³.

6.2.2 • Le marché du travail

La question de l'insertion des jeunes sur le marché du travail haïtien s'inscrit dans le cadre d'une domination quasi-hégémonique du secteur informel, dans lequel sont employés au total 95 % des travailleurs en Haïti (Herrera et al., 2014). En 2012, l'écrasante majorité des actifs travaille dans le secteur agricole ou dans le secteur informel non-agricole, tandis que le secteur privé formel et le secteur public n'occupent qu'une place très résiduelle (respectivement 5 % et 3 %) (Herrera et al., 2014). Le chômage élargi¹⁴ affecte près de trois haïtiens sur dix, et plus sévèrement les jeunes (35 % chez les 10-24 ans contre 29 % chez les 25-54 ans), les femmes (38 %) et les urbains (40 %) (Herrera et al., 2014).

Zanuso et al. (2014) rappellent les précautions nécessaires dans l'interprétation des variations du taux de chômage. Compte tenu du caractère restreint voire inexistant de l'assurance chômage ou de protection sociale (Lamaute-Brisson, 2015), il serait naïf d'interpréter la diminution du taux de chômage entre 2007 et 2012 comme un signe positif de résilience du marché du travail. Au contraire, les auteurs soulignent que l'augmentation exceptionnelle du taux d'activité global entre 2007 et 2012 (9 %) reflète en réalité l'appauvrissement de la population¹⁵, contrainte de mettre au travail les membres secondaires des ménages afin d'obtenir des compléments de revenu.

13. Le travail des enfants désigne l'exercice d'une activité économique (au moins une heure pour les 5-11 ans, au moins 14 heures pour les 12-14 ans) et/ou de travaux domestiques (au moins 28 heures dans la semaine) dans la semaine précédant l'enquête. Cette prévalence, disparate selon le niveau de vie du ménage reste élevée y compris dans le quintile le plus haut (20 %, contre 69 % dans le quintile le plus bas).

14. Part de la population active qui n'a pas d'emploi, est disponible pour travailler et recherche ou ne recherche pas («chômeurs découragés») activement un emploi.

15. Pour la moitié la plus pauvre de la population, les revenus du travail ont chuté de 57 % entre 2007 et 2012 (Herrera et al., 2014).

Ainsi, sur cette période, le taux d'activité des 10-14 ans a décuplé, passant de 2 % à 20 %. Cette insertion accrue pose problème, dans la mesure où elle est directement liée à l'augmentation du travail des enfants et au désinvestissement scolaire (abandons, réduction du temps dédié à l'étude).

Les inégalités sur le marché du travail, aussi bien en termes de revenus que de qualité de l'emploi, se sont creusées en 2007 et 2012 alors même qu'Haïti figurait déjà parmi les pays les plus inégalitaires. Le coefficient de Gini atteint 0,68 en 2012¹⁶, soit un des plus élevés au monde (Herrera et al., 2014). Le sous-emploi global¹⁷ affecte par ailleurs plus de huit actifs sur dix. Les jeunes sont à la fois les plus affectés et ceux dont la situation a empiré le plus: le sous-emploi invisible¹⁸ chez ces derniers a doublé entre 2007 et 2012, et concerne quatre jeunes sur cinq en 2012. Dans le même temps, la proportion d'emplois irréguliers¹⁹ parmi les jeunes a augmenté de 21 % à 25 %, tandis que pour leurs aînés, elle diminuait de 18 % à 13 %. (Zanuso et al., 2014).

Finalement, il est important de souligner que la dégradation des opportunités scolaires et professionnelles pour les jeunes entre 2007 et 2012 a été plus importante encore dans les milieux les plus défavorisés, et en comparaison avec les plus de 25 ans (Zanuso et al., 2014).

16. En incluant le travail non-rémunéré (principalement les aides familiaux), le coefficient de Gini atteint 0,76. A titre de comparaison, au Chili, où le coefficient de Gini est le plus élevé d'Amérique latine, il atteignait 0,50 cette même année.

17. Le sous-emploi global se réfère ici au chômage, au sous-emploi lié à la durée du travail et au sous-emploi invisible dû à une productivité du travail anormalement faible.

18. Le sous-emploi invisible est mesuré par le pourcentage d'actifs occupés gagnant moins que le salaire minimum.

19. Les emplois irréguliers sont les emplois à la tâche, à la journée ou saisonniers.

6.2.3 • Politiques publiques et programmes ciblant les jeunes²⁰

Les programmes d'action publique envers les jeunes promus par le gouvernement haïtien et appuyés par diverses organisations internationales²¹ suivent trois axes qui apparaissent prioritaires à la lumière des enjeux actuels: garantir l'accès universel et gratuit à une éducation de base, améliorer la qualité de l'éducation dispensée et développer la formation professionnelle²².

Etant donné l'obstacle à la scolarisation que représentent les frais scolaires pour les ménages, un axe prioritaire pour l'action publique est le financement de l'enseignement primaire. Depuis 2007, avec l'appui financier de la Banque mondiale et de la Banque Interaméricaine de Développement, le projet *Education pour tous* dispense les élèves d'écoles privées accréditées des zones défavorisées du paiement des frais de scolarité, au bénéfice de 482 000 jeunes en 2018. Depuis 2012, le *Programme de scolarisation universelle gratuite et obligatoire* (PSUGO) a financé les études primaires d'un million d'enfants supplémentaires²³, créé 329 écoles publiques, et formé et recruté près de 5 000 nouveaux enseignants (Lamaute-Brisson, 2015a). Par ailleurs, l'Office National de Partenariat en Education, créé en 2015, a pour mission l'amélioration de la gouvernance du secteur, notamment via l'accréditation des écoles privées respectant les normes officielles²⁴.

20. Sur le site web du livre, un tableau détaillé présente l'offre publique de politiques d'éducation et de formation professionnelle en Haïti.

21. Notamment la Banque mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, l'Organisation Internationale du Travail, l'Agence Française de Développement.

22. Les chiffres mentionnés dans cette section et en annexe du livre, sur internet, présentent pour limite d'être extraits des plans opérationnels établis par le MENFP ou de la communication institutionnelle des bailleurs. Il n'existe pas, à notre connaissance, de document public sur le suivi des indicateurs ou de bilan publié de ces politiques, dont le financement et la pérennisation restent un défi majeur. En effet, il est intéressant de noter que le Plan d'actions prioritaires (MENFP, 2016) qualifie le budget 2010-2015 de «non-adéquat aux besoins du secteur», et souligne que les écoles du PSUGO (Programme de Scolarisation Universelle, Gratuite et Obligatoire) ne recevaient plus de fonds publics depuis deux ans, notamment pour le paiement des professeurs.

23. Le PSUGO a financé les études primaires à travers l'élimination des frais scolaires pour les élèves des écoles publiques, et l'octroi de subventions pour les écoles privées.

24. Celles-ci sont définies par le MENFP et concernent trois aspects: physiques (infrastructures), administratifs et pédagogiques. En 2013, d'après le directeur général du ministère, moins de la moitié des écoles non-publiques avaient produit une demande d'accréditation auprès du ministère, et seulement un tiers de celles ayant produit une demande ont été finalement accréditées.

Les politiques concernant la formation professionnelle visent le développement de programmes de formations variés dans les filières économiques prioritaires, comme l'agro-industrie et la construction, et la réduction des inégalités d'accès socioéconomiques (90% des établissements de formation étant privés, les familles en sont les principaux contributeurs) et territoriales (56% des centres recensés en 2013 se concentrent dans l'Ouest) (MENFP, 2013). Par ailleurs, alors que le nombre d'apprenants en centre de formation est estimé à 20 000 en 2013 (MENFP, 2013), la modalité la plus répandue de formation des jeunes haïtiens d'après le rapport sectoriel du MENFP (MENFP, 2013) reste l'apprentissage traditionnel dans les entreprises du secteur informel. Cela met en évidence la nécessité d'encadrer et de développer l'apprentissage dans ces entreprises, afin de faciliter l'intégration professionnelle des jeunes haïtiens. Dans cette perspective, l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne ont signé en 2018 une convention de financement avec le Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural pour améliorer la qualité de la formation professionnelle dans le milieu agricole et rural, où le pourcentage d'emplois informels est encore plus élevé qu'en milieu urbain.

ENCADRÉ 1 •

QUELS SONT LES AVANTAGES D'ÊTRE UN JEUNE EN HAÏTI? «AUCUN»

Interrogés sur les principaux avantages de vivre en Haïti, les jeunes haïtiens formulent un constat unanime: «A bien réfléchir nous n'avons pas vraiment d'avantage, nous n'avons pas vraiment d'avantage, nous les jeunes du pays». Leur discours est caractérisé par la critique incisive d'une société qui n'offre aucun rôle social à sa jeunesse, notamment du fait de l'absence des «trois axes importants qui caractérisent un pays qui fonctionne: l'éducation, l'alimentation et le système de santé». Tous, quelle que soit leur situation scolaire, témoignent d'une désillusion par rapport à leurs rêves d'enfants déçus: être une personne de la haute société, posséder une voiture. Un jeune conclut qu'en Haïti, «on ne devrait pas avoir ces rêves-là».

Le mécontentement social est particulièrement fort chez les jeunes déscolarisés, qui se considèrent «délaissés par les autorités» et attendent «le support de Etat car c'est le rôle de l'Etat: l'Etat nous doit tout; sans le consentement

de l'Etat, on ne peut rien faire». Même pour les jeunes scolarisés, qui ont pu compter sur l'appui – notamment financier – de leurs parents, le déterminisme socioéconomique apparaît comme une contrainte encore plus forte en l'absence d'aide publique: «si les moyens de nos parents sont limités, nous aussi nous le sommes».

Pourtant, un des jeunes affirme que «tout le monde aimerait vivre dans le pays» si le système politique actuel était redéfini. Il fait part de ses regrets vis-à-vis de la perte de capital humain générée par cette jeunesse «obligée de laisser le pays» étant donné le manque d'opportunités. La mention d'une fierté haïtienne, et d'une nation forte de son courage et de sa ténacité face aux obstacles, est elle aussi récurrente.

6.3 • Répartition du temps consacré aux études et au travail pour les jeunes haïtiens

Malgré une littérature foisonnante consacrée à la décision d'allocation du temps des enfants dans les pays en développement²⁵, les travaux spécifiques à Haïti sont encore limités, notamment en raison du manque de données statistiques de qualité.

Novella et Zanuso (2018), à partir des données de l'ECVMAS 2012²⁶, établissent que parmi les jeunes haïtiens âgés de 10 à 17 ans, 71 % étudient seulement, 4 % d'entre eux travaillent seulement, 19 % étudient et travaillent, tandis que près de 7 % ne font ni l'un, ni l'autre. Sans surprise, à mesure que l'âge augmente, la proportion de jeunes qui étudient seulement diminue tandis que les proportions de ceux qui travaillent seulement ou ne sont ni à l'école, ni au travail augmentent. Zanuso et al. (2014) (tableau 1) signalent une dynamique préoccupante: l'augmentation considérable de la proportion des jeunes qui travaillent et étudient (en particulier pour les 10-14 ans) suite au tremblement de terre, dont le corollaire inévitable est la chute de la proportion de jeunes se consacrant uniquement à leurs études.

25. Voir Novella et Zanuso (2018) pour une revue complète de ces travaux théoriques et empiriques.

26. L'échantillon d'analyse est restreint à 3 833 jeunes vivant dans le même ménage, et dans le même logement ou communauté en 2012 que lors du tremblement de terre en 2010.

TABLEAU 1 • DISTRIBUTION (POURCENTAGES) DES ACTIVITÉS DES JEUNES DE 10 À 24 ANS

	MOYENNE NATIONALE	10-14 ANS	15-19 ANS	20-24 ANS
2012				
École seule	55,4	74,8	59,0	30,1
École et emploi	16,4	16,2	20,4	12,1
Emploi seul	11,8	2,6	8,2	25,8
Ni école ni emploi	16,4	6,4	12,4	32,0
2007				
École seule	68,8	90,3	73,6	37,4
École et emploi	4,8	1,1	4,4	9,6
Emploi seul	7,2	0,3	5,1	18,2
Ni école ni emploi	19,1	8,3	16,9	34,8

Source: Zanuso et al., 2014.

Il convient de distinguer le travail domestique (non rémunéré) du travail pour le marché (rémunéré): en 2012, les 10-24 ans consacrent un dixième de leur temps aux tâches domestiques, soit plus que le temps consacré aux études (7 %), mais deux fois moins de temps que celui travaillé pour le marché (22 %) (Zanuso et al., 2014).

Les facteurs traditionnels de la décision d'allocation du temps des jeunes haïtiens les mieux documentés sont les conditions économiques, l'impact de chocs exogènes, ainsi que les caractéristiques personnelles et familiales du jeune. Novella et Zanuso (2018) mettent notamment en évidence qu'une vulnérabilité accrue du ménage lors du séisme s'accompagne à la fois de l'augmentation de la probabilité que l'enfant travaille seulement au lieu d'être seulement à l'école et la diminution du temps hebdomadaire consacré aux études. Ils montrent également que les chocs économiques endurés par le ménage augmentent la probabilité pour les enfants de combiner école et travail et le nombre d'heures qu'ils consacrent au travail domestique ou de marché. Ils soulignent également des inégalités de genre: l'augmentation de l'âge est corrélée à une augmentation majeure des heures consacrées au travail non rémunéré pour les filles, tandis que les garçons voient leurs heures de travail rémunéré augmenter davantage. Les enfants appartenant à un ménage de taille plus restreinte, plus aisé ou dont le ou la chef(fe) a achevé des études secondaires sont également, en moyenne, moins susceptibles de travailler ou de combiner école et travail. Enfin, moins l'enfant

est lié biologiquement au chef de ménage, plus ses heures de travail domestique augmentent aux dépens des heures consacrées aux études. Ce dernier résultat est cohérent avec la situation des *restaveks*, des enfants travaillant comme domestiques en dehors de leurs propres ménages.

Étant donné l'importance de la contrainte budgétaire des ménages dans la scolarisation des jeunes haïtiens, certains travaux se sont intéressés à l'impact de l'assouplissement de celle-ci. Adelman et al. (2017) évaluent l'effet d'un programme de subvention d'écoles non-publiques visant à exempter leurs élèves des frais de scolarité, et mettent en évidence l'augmentation du nombre d'élèves inscrits et la réduction des redoublements et des enfants «sur-âgés» dans les écoles participant au programme. Novella et Zanuso (2018) ne trouvent quant à eux pas de corrélation entre le fait que le ménage reçoive de l'aide à la suite du séisme et la décision d'allocation du temps du jeune. Ce résultat pourrait en partie s'expliquer par le ciblage limité de l'aide internationale, les ménages les plus affectés ou les plus vulnérables n'ayant pas été spécifiquement atteints (Échevin, 2011; Zanuso et Saint-Macary, 2015). En revanche, l'impact des transferts serait plus important. Amuedo-Dorantes et al. (2015) montrent qu'une augmentation de 10 % de la probabilité de bénéficier d'un envoi de fonds depuis l'étranger est corrélée à une augmentation de 3 % de la probabilité de scolarisation. Enfin, bien qu'aucun lien causal n'ait été étudié et en s'appuyant sur l'existence d'un unique point de référence, Montenegro et Matrinos (2014) estiment le rendement annuel moyen d'une année supplémentaire à l'école à 8 %, un rendement plus élevé pour les filles que pour les garçons.

Il n'existe pas à ce jour de travaux visant à documenter d'autres facteurs (les préférences des parents pour l'éducation ou le travail des enfants, les aptitudes, les aspirations, l'état psychologique de l'enfant) qui pourraient influencer la décision d'allocation du temps des jeunes en Haïti, principalement du fait de l'absence de ces informations dans les enquêtes précédemment menées.

6.4 • Les résultats de l'enquête Millennials en Haïti

L'enquête Millennials en Haïti a permis de collecter une information actualisée sur les caractéristiques des jeunes haïtiens et leurs arbitrages entre études, formation et travail. Elle renseigne par ailleurs, de façon inédite, sur des caractéristiques importantes telles que les aptitudes cognitives et non-cognitives, les aspirations et les comportements à risques de ces jeunes. Si elles ne permettent pas d'établir un sens

ENCADRÉ 2 •**SCOLARISÉS OU DÉSCOLARISÉS: DES DIFFÉRENCES DANS LA VIE QUOTIDIENNE ET DANS LES REPRÉSENTATIONS.**

Les focus groupes menés avec des jeunes poursuivant leurs études ou déscolarisés soulèvent la question de l'hétérogénéité d'une génération caractérisée par différentes expériences, références, et différents systèmes de valeurs. Alors que l'expérience quotidienne d'un jeune scolarisé est rythmée par l'école, les devoirs et les tâches domestiques, les jeunes déscolarisés témoignent quant à eux du maintien dans un statut d'attente. Parmi ces derniers, les plus jeunes déclarent être désœuvrés et font état d'un manque d'encadrement au quotidien, alors que la majorité des 19-24 ans déclare travailler quotidiennement, en attendant de pouvoir reprendre des études, grâce à une aide qu'ils attendent de l'Etat ou d'un «haut cadre, par exemple un membre du gouvernement ou un employé de l'Etat».

De même, dans leurs loisirs et modes de socialisation, les nouvelles technologies (ordinateurs portables, smartphones, réseaux sociaux, WhatsApp) sont mentionnées uniquement lors des focus groupes avec de jeunes scolarisés, témoignant d'inégalités d'accès aux nouvelles technologies d'information. Les jeunes scolarisés se distinguent enfin par une compréhension fine des dynamiques sociales d'Haïti. En particulier, ils analysent la surpopulation et le chômage qui en résulte, affectant les jeunes qui se voient confrontés à un marché du travail qu'ils perçoivent accaparé par les plus âgés et régi par le népotisme.

Si tous les jeunes soulignent les «sacrifices» réalisés par leurs parents, ces efforts consentis se sont traduits par l'accès à la scolarité seulement pour certains, donnant lieu alors à une rhétorique de la «motivation» comme principal déterminant du succès. Ainsi, parmi les obstacles, les jeunes scolarisés mentionnent le «besoin d'encadrement», le manque de motivation et fustigent la paresse, tandis que les jeunes déscolarisés font tous état d'un profond désir d'étudier mais d'obstacles économiques insurmontables dans le contexte actuel du pays.

de causalité, les corrélations identifiées sont analysées à la lumière des mécanismes explorés par les travaux académiques présentés précédemment. La prise en compte de ces données est centrale pour la mise en œuvre de politiques publiques spécifiques, adaptées aux réalités d'une jeunesse aussi vulnérable qu'ambitieuse.

6.4.1 • Spécificités de l'enquête et description de l'échantillon

L'enquête Millennials a été mise en œuvre par l'Institut de Consultation en Informatique Économie et Statistique Appliquées (ICIESA) entre avril et mai 2018 auprès d'un échantillon composé de 860 jeunes haïtien(ne)s de 15 à 24 ans représentatifs de trois communes de l'Aire métropolitaine: Port-au-Prince (44 % d'entre eux), Pétiion-ville (22 %) et Carrefour (34 %). Bien que l'Aire métropolitaine de Port-au-Prince concentre 22 % de la population totale (Banque mondiale, 2015), et que près de la moitié sont des migrants provenant d'autres départements du pays (Herrera et al., 2014), les résultats ne sont pas généralisables à l'ensemble du pays. La population de la capitale présente en effet des caractéristiques spécifiques, notamment un taux d'extrême pauvreté beaucoup plus faible (5 %) que la moyenne nationale et qu'en milieu rural (respectivement, 24 % et 38 %).

Au-delà de l'actualisation du diagnostic sur les conditions de vie de cette jeunesse, 4 focus groupes ont été menés auprès de jeunes de la commune de Port-au-Prince pour approfondir les différences d'opinions et de perceptions entre les plus jeunes (15-18 ans) et leurs aînés (19-24 ans). Pour chaque groupe d'âge, deux groupes distincts ont été composés: d'une part ceux qui ont suivi une trajectoire scolaire «typique²⁷», et d'autre part ceux qui n'ont jamais été scolarisés, sont significativement en retard scolaire ou sont déscolarisés²⁸. Ces focus groupes ont été réalisés entre le 7 et le 10 juillet 2018²⁹.

27. Pour les jeunes de 15 à 18 ans, une trajectoire scolaire «typique» se caractérise par le fait d'être scolarisé entre la troisième secondaire et la terminale dans une école classique publique ou privée, ou avoir terminé ses études secondaires. Pour les jeunes de 19 à 24 ans, cela se caractérise par suivre des études supérieures ou universitaires, ou avoir terminé ses études supérieures ou universitaires.

28. Ces jeunes de 15 à 18 ans n'ont jamais atteint le niveau de la troisième secondaire et n'ont pas terminé leurs études classiques. Pour leurs aînés de 19 à 24 ans, cela signifie qu'ils n'ont jamais été inscrits ou ne sont actuellement pas inscrits dans une institution d'éducation supérieure ou universitaire.

29. Tous les focus groupes se sont déroulés avec succès dans la zone de «Bas peu de chose», tout près de Carrefour feuille, dans la commune de Port-au-Prince. Selon l'ICIESA, les focus groupes ont eu lieu dans un climat d'agitation sociale suite à l'annonce de l'augmentation du prix du carburant.

D'après les données Millennials, en moyenne plus de 91 % des jeunes résidant dans ces trois communes de l'Aire métropolitaine ont accès à l'électricité et à des toilettes améliorées dans leur logement. Par contre, moins de 82 % ont accès à l'eau potable. Parmi ces jeunes, dont la moyenne d'âge est de 19,7 ans, 68 % se consacrent à leurs études ou à une formation professionnelle, 5 % travaillent seulement et 8 % conjuguent études ou formation professionnelle et travail. Les 19 % restants sont en dehors du système scolaire et ne sont ni en formation ni insérés sur le marché du travail: ce sont les «NEETS». 55 % de ces jeunes sont des femmes, 6 % sont mariés ou en concubinage et près de 7 % ont des enfants (tableau 2).

TABLEAU 2 • STATISTIQUES DESCRIPTIVES DE L'ENQUÊTE MILLENNIALS EN HAÏTI

	MOYENNE	NOMBRE D'OBSERVATIONS
Port-au-Prince (%)	43,9	367
Pétion-ville (%)	22,0	243
Carrefour (%)	34,1	250
Âge moyen	19,7	860
15 à 18 ans (%)	37,8	330
19 à 22 ans (%)	41,4	342
23 à 24 ans (%)	20,8	188
Hommes (%)	44,9	369
Femmes (%)	55,1	491
Marié(e) ou en concubinage (%)	6,2	52
A un ou des enfants (%)	6,5	55
A un handicap (%)	10,1	98
Etudie seulement (%)	68,2	577
Travaille seulement* (%)	4,6	39
Etudie et travaille (%)	8,0	77
N'étudie pas, ne travaille pas (%)	19,2	163
Nombre moyen d'habitants du ménage	5,3	860
Accès à l'électricité (%)	90,7	767
Accès à l'eau potable (%)	81,5	573
Accès à des toilettes améliorées (%)	92,0	792

* Le nombre réduit de jeunes haïtiens travaillant seulement (N=39) affecte la précision des mesures présentées à continuation. Il sera précisé lorsque les résultats ne permettent pas de garantir une différence significative des moyennes entre les catégories.

Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Le nombre total d'observations est de 860. Ces chiffres ont été obtenus en utilisant les pondérations de l'enquête Millennials en Haïti.

6.4.2 • Les jeunes haïtiens, l'école et le marché du travail

Le tableau 3 présente les principales caractéristiques scolaires et professionnelles des jeunes haïtiens ciblés par l'enquête Millennials (2018). Alors qu'en 2012, les taux nets de fréquentation scolaire au secondaire dépassaient à peine les 40 % dans l'Aire métropolitaine (Cayemittes et al., 2013), les statistiques de 2018 pour les trois communes enquêtées³⁰ témoignent d'une fréquentation scolaire importante (75 %). Celle-ci est toutefois à nuancer: si 85 % des 15-18 ans scolarisés sont à l'école secondaire, c'est également le cas des trois-quarts des 19-22 ans et des deux-tiers des 23-24 ans, confirmant le diagnostic d'un retard scolaire encore important.

Le tableau 3 révèle par ailleurs qu'un jeune sur cinq est exclu du système éducatif comme du marché du travail. Les différences de genre sont significatives aussi bien dans le statut dans l'emploi que dans la formation professionnelle: la proportion de jeunes haïtiennes se consacrant uniquement à une activité professionnelle est deux fois plus faible que celle des jeunes garçons, tandis que la proportion de jeunes filles ni à l'école, ni en formation, ni en emploi est deux fois plus élevée. Les différentes activités de ces «NEETS» sont également nettement genrées: les jeunes femmes NEETS sont considérablement plus impliquées dans la garde des enfants et autres responsabilités familiales. Plus généralement, loin d'être oisifs, les NEETS s'investissent dans différentes activités, au même titre que les jeunes insérés dans le système éducatif ou professionnel, bien que dans une moindre mesure. Si plus d'un quart des NEETS déclarent participer à la vie d'une organisation, cette proportion est deux fois inférieure à celle des jeunes se consacrant uniquement ou partiellement à une activité professionnelle. Par ailleurs, 38 % d'entre eux cherchent un travail, ce qui révèle un défi central pour les politiques publiques en Haïti: intégrer ces jeunes, désengagés du système scolaire et résignés quant aux opportunités existantes pour eux sur le marché du travail. Enfin, plus d'un dixième des jeunes en dehors du système scolaire et du marché du travail déclarent une maladie ou un handicap.

30. Il est important de souligner que cet échantillon est représentatif à l'échelle des trois communes enquêtées, pas à l'échelle de l'ensemble de l'Aire métropolitaine et encore moins à l'échelle nationale, où d'importantes disparités peuvent exister entre régions.

TABLEAU 3 • SITUATION DES JEUNES VIS-À-VIS DE L'ÉCOLE ET DU MARCHÉ DU TRAVAIL (2018)

	TOTAL	HOMMES	FEMMES ^a	15-18 ANS	19-22 ANS	23-24 ANS	F-TEST ^b
Education							
Fréquentation scolaire (%)	75,1	79,1	71,8**	90,1	73,9	50,1	***
Formation professionnelle (%)	4,1	6,1	2,5**	1,3	5,7	6,0	***
Années d'éducation en moyenne	10,2	10,3	10,0	8,2	11,0	12,1	***
Travail							
A déjà travaillé (%)	25,0	29,9	20,9***	17,4	28,2	32,3	***
Âge au premier emploi en moyenne	17,1	16,8	17,4	14,7	16,9	19,6	***
Actif (du total) (%)	32,4	30,8	33,6	15,0	38,4	51,8	***
Occupé (du total) (%)	12,6	16,1	9,7***	5,3	15,4	20,0	***
Chômage (du total) (%)	19,8	14,7	23,9***	9,7	23,0	31,7	***
Inactif (du total) (%)	67,6	69,2	66,4	85,0	61,6	48,2	***
Indépendant (parmi les occupés) (%)	9,0	5,8	13,4	18,9	4,9	10,6	
Formel (parmi les occupés) (%)	18,8	17,7	20,4	0	14,8	33,9	***
Mi-temps (parmi les occupés) (%)	61,3	64,9	56,6	61,2	69,8	48,5	
Catégories d'études et de travail							
Etudie/formation professionnelle seulement (%)	68,2	71,5	65,6*	86,3	64,4	43,1	***
Travaille seulement (%)	4,6	6,6	2,9**	1,5	4,5	10,2	***
Etudie/en formation et travaille (%)	8,0	9,5	6,8	3,7	10,9	9,9	***
NEETS (%)	19,2	12,4	24,7***	8,4	20,2	36,9	***
Activités des NEETS							
Recherche un travail (%)	37,5	39,9	36,6	2,0	28,9	61,5	***
Prend soin de la famille/des enfants (%)	63,7	41,7	72,6***	42,4	68,4	67,3	*
Tâches dans le ménage (%)	88,5	75,5	93,8***	84,9	87,0	91,5	
Maladie/handicap (%)	12,0	7,3	13,9	13,7	13,4	9,8	
Aucune activité (%)	2,4	7,2	0,5*	9,4	2,0	0,0	
Nombre d'observations	860	369	491	330	342	188	

^a Significativité de la différence de moyennes entre hommes et femmes (T-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques entre les hommes et les femmes.

^b Significativité de la différence de moyennes entre les tranches d'âge (F-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques pour les 3 groupes.

Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

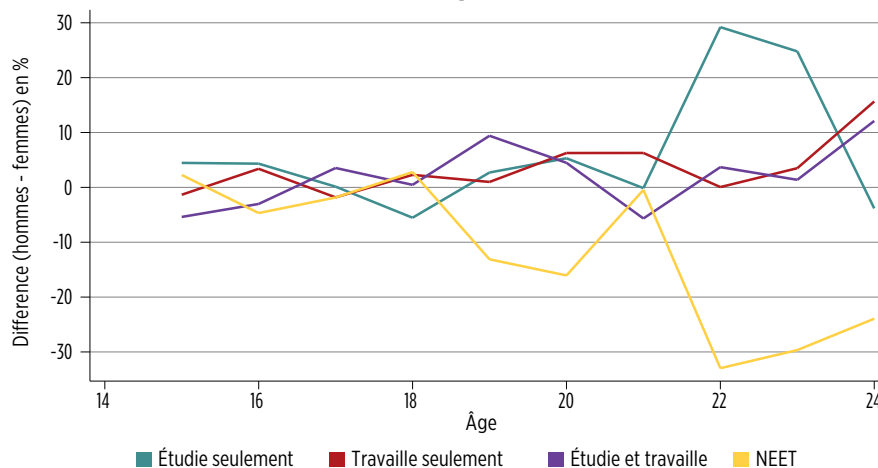
Par rapport à 2012, et malgré un contexte économique et politique toujours fragile, plusieurs améliorations sociales sont à souligner. La confrontation des résultats de l'enquête Millennials avec les données ECVMAS 2012 pour une population comparable (i.e. les 15-24 ans des trois communes d'intérêt³¹) confirme l'augmentation de la fréquentation scolaire, tirée par une augmentation majeure chez les 19-22 ans (53 % à 80 %) et chez les 23-24 ans (de 29 % à 50 %). Cette dynamique se traduit notamment par une chute de la proportion de jeunes abandonnant l'école pour se consacrer uniquement au travail et de celle des NEETS, au profit d'une augmentation notable des jeunes se consacrant uniquement à leurs études ou conjuguant études et activité professionnelle.

Néanmoins, pour l'ensemble de la jeunesse, tous genre et classe d'âge confondus, le taux de chômage a doublé de 10 % à 20 %, soulignant qu'il reste difficile pour les jeunes d'imaginer pouvoir se concentrer uniquement sur leurs études. Enfin, si pour les jeunes hommes, leur statut dans l'emploi est relativement stable (en 2012 comme en 2018, 30 % ont déjà travaillé et 30 % sont actifs au moment de l'enquête), le statut des jeunes filles a beaucoup évolué. En 2018, 34 % d'entre elles sont actives au moment de l'enquête, contre 25 % au moment de l'ECVMAS 2012.

Le Graphique 1 présente l'évolution, suivant l'âge, de la situation des jeunes haïtiens par rapport au système éducatif et au marché du travail. Celle-ci se caractérise par une inquiétante augmentation, dès 19 ans, de la proportion de jeunes en dehors du système scolaire et du marché du travail, alors que la proportion de jeunes déclarant une activité professionnelle reste remarquablement stable. Par ailleurs, les disparités de genre se creusent après la majorité. À 22 ans, la proportion de jeunes haïtiennes «NEETS» est quatre fois plus élevée que celle des jeunes hommes, tandis que la proportion de jeunes hommes se consacrant uniquement à leurs études est deux fois supérieure à celle des jeunes filles.

31. La comparaison est intéressante pour avoir une vision dynamique de la situation des jeunes, notamment à la lumière de l'ampleur et des dérèglements qu'a pu provoquer le séisme de 2010 en Haïti et a fortiori à Port-au-Prince. Néanmoins, ces deux enquêtes, au-delà de questions d'échantillonnage, n'ont pas été construites pour être parfaitement comparables: les questionnaires des deux enquêtes sont sensiblement différents et les collectes de données n'ont pas eu lieu à la même période de l'année, mais respectivement entre septembre et décembre 2012 et entre avril et mai 2018.

GRAPHIQUE 1 • SITUATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE SUIVANT L'ÂGE ET LE GENRE
A) JEUNES DANS LES CATEGORIES ÉCOLE/TRAVAIL SELON L'ÂGE (%)

B) ECART DE GENRE DANS CHAQUE CATÉGORIE, SELON L'ÂGE


Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

6.4.3 • Attentes, aspirations, facultés cognitives et non cognitives des jeunes haïtiens

Avant de commenter les aspirations, les attentes, les projections et les capacités des jeunes haïtiens, il convient de les inscrire dans un environnement spécifique, déter-

miné en premier lieu par les ressources du ménage. En moyenne, leurs parents accumulent à peine huit ans d'études, ce qui correspond à un niveau primaire incomplet. L'absence d'information pour plus de la moitié de l'échantillon suggère qu'une partie importante de ces jeunes ne vit pas avec ses parents. Or, de nombreuses études³² ont mis en évidence l'impact de la structure familiale sur les rendements éducatifs et professionnels de l'enfant. La migration interne, résultat de la concentration des opportunités scolaires et professionnelles dans les zones urbaines, influe fortement sur le placement des enfants, ou l'absence de l'un de leurs parents dans le ménage. La dernière étude sur le placement des enfants en Haïti (Fafo, 2015) révèle qu'un enfant âgé de 5 à 17 ans sur quatre vit séparé de ses parents. Ce phénomène est accentué par le contexte de pauvreté rurale et la conviction pour de nombreux parents que l'enseignement en milieu urbain, où ils envoient leurs enfants étudier, est de meilleure qualité qu'en milieu rural.

TABLEAU 4 • CONDITIONNEMENT EXTÉRIEUR DES JEUNES, SUIVANT L'ÂGE ET LE GENRE

	TOTAL	HOMMES	FEMMES ^a	15-18 ANS	19-22 ANS	23-24 ANS	F-TEST ^b
Ressources du ménage							
Années d'éducation des parents (maximum entre père et mère). (N = 438)	7,9	8,3	7,5*	8,3	7,6	7,4	
Revenu mensuel par personne dans le ménage (gourdes HTG) ^c	1.890	1.970	1.824	1.661	2.065	1.967	
Tranche de revenu du ménage (1-10)	4,3	4,6	4,1***	4,1	4,5	4,2	*
Bien-être subjectif du ménage (1-9)	4,2	4,3	4,2	4,3	4,3	3,9	***
Résultats scolaire							
Rendement scolaire relatif (1-9)	5,7	5,7	5,7	5,8	5,7	5,6	
Nombre d'observations	860	369	491	330	342	188	

^a Significativité de la différence de moyennes entre hommes et femmes (t-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques pour les hommes et les femmes. ^b Significativité de la différence de moyennes entre tranches d'âge (F-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques pour les 3 groupes. ^c Le taux de change en mai 2018 (au moment de l'enquête Millennials) était de 64 gourdes pour 1 US\$.

Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

32. Voir notamment Astone & McLanahan (1991), Biblarz & Raftery (1999), DeLeire & Kaili (2002).

Dans un système éducatif quasi-exclusivement privé, les revenus économiques déterminent en grande partie la scolarisation des jeunes haïtiens. Le revenu mensuel par personne dans le ménage s'élève à 1 890 gourdes³³, soit à peine 29 US\$. Les bien-être objectif (tranche de revenu) et subjectif³⁴ du ménage sont cohérents dans l'échantillon, et très proches (bien qu'inférieur) à un niveau tout juste "moyen" (respectivement 4,3 sur 10, ou 4,2 sur 9). Enfin, alors que le rendement scolaire relatif du jeune (c'est-à-dire la perception de sa performance scolaire par rapport à celle de ses camarades) peut être lui aussi corrélé à ses aspirations, les résultats présentés dans le tableau 4 suggèrent une distribution très homogène suivant l'âge et le genre.

Etant donnée la réalité dans laquelle s'inscrivent les jeunes haïtiens, quelles sont en 2018 leurs attentes, leurs aspirations, leurs attitudes et leurs aptitudes? Le tableau 5 synthétise les principaux indicateurs collectés dans le cadre de l'enquête, et les graphiques présentés permettent une comparaison des moyennes conditionnelles suivant la situation scolaire et professionnelle des jeunes. Ces moyennes conditionnelles capturent les perceptions et attentes propres à chaque jeune enquêté, au-delà de certaines caractéristiques à même de les prédéterminer: l'âge, le genre, le revenu par personne de son ménage, le nombre d'année d'éducation atteint, l'état civil, le nombre d'enfants et la commune de résidence.

TABEAU 5 • ASPIRATIONS, ATTENTES, FACULTÉS ET AUTRES CARACTÉRISTIQUES DES JEUNES, SUIVANT L'ÂGE ET LE GENRE

	MOYENNE	HOMMES	FEMMES ^A		15 - 18 ANS	19 - 22 ANS	23 - 24 ANS	F-TEST ^B
Attentes salariales								
Salaires de réserve	10.747	11.334	10.264		11.068	10.155	11.358	
Revenu net mensuel (parmi les occupés) (N = 89)	14.650	22.245	5.247	**	-	-	-	
Niveau d'éducation souhaité								
Aucun	3,5	3,5	3,4		3,4	3,2	4,1	
Education de base	0,4	0,3	0,4		0,6	0,3	0,0	

33. Le salaire minimum journalier est officiellement de 350 gourdes dans les usines de sous-traitances, pour les salariés du secteur formel, soit 8 750 gourdes par mois pour 25 jours travaillés.

34. Le bien-être subjectif est mesuré à travers la question suivante: «Il y a 9 marches sur cet escalier. La marche 9, en haut, représente ce que serait le meilleur pour toi et pour ta famille et la marche la plus basse représente ce que serait le pire pour toi et pour ta famille. Sur quelle marche de l'escalier as-tu l'impression de te situer, avec ta famille, actuellement?»

Education secondaire	0,9	0,1	1,5	**	1,5	0,8	0,0	**
Formation technique	11,1	9,2	12,7		11	11,5	10,8	*
Université	74,4	73,6	75,1		76,4	73,2	73,2	
Troisième cycle (doctorat)	8,2	12,4	4,8	***	6	9,5	9,7	
Compétences techniques								
Moyenne (1-7) ^c , dont:	4,6	4,8	4,5	***	4,4	4,8	4,7	***
Numériques (1-7)	5,2	5,4	5,1	**	5,2	5,3	5,1	
Langage (1-7)	5,7	5,7	5,7		5,6	5,7	5,8	
Informatiques (1-7)	4,6	4,7	4,4	***	4,3	4,7	4,8	***
Administration (1-7)	4,8	5,0	4,7	**	4,6	5,0	5,0	***
Physiques (1-7)	3,4	4,0	3,0	***	3,2	3,7	3,4	***
Parle anglais (%)	9,9	15,3	5,6	***	5,7	13,4	10,7	***
Facultés cognitives								
Réponses correctes langage (%)	65,8	66,9	65		64,9	66,8	65,7	
Réponses correctes mathématiques (%)	62,7	64,8	60,9		61,4	62,5	65,3	
Réponses correctes spatiales (%)	69,5	68,5	70,3		66,3	71,7	70,9	
Facultés non-cognitives et autres mesures								
Echelle d'auto-efficacité (10-40)	28,5	28,8	28,3	*	27,5	29,2	29,0	***
Rosenberg estime de soi (10-40)	29,0	29,3	28,7	***	28,7	29,3	28,8	**
Extraverti (1-5)	3,1	3,1	3,0		3,1	3,1	3,1	
Aimable (1-5)	3,4	3,4	3,4		3,3	3,4	3,4	*
Responsable (1-5)	3,6	3,7	3,5	***	3,6	3,6	3,8	***
Stable émotionnellement (1-5)	3,5	3,7	3,4	***	3,5	3,6	3,6	
Ouvert (1-5)	3,5	3,5	3,5		3,5	3,5	3,5	
Déprimé (%)	20,6	14,8	25,2	***	20,2	20,2	21,9	
Moyenne Test Grit (1-5)	3,2	3,3	3,2	**	3,2	3,2	3,2	
Locus de contrôle (1 interne - 0 externe)	0,5	0,5	0,5		0,5	0,5	0,6	
Rôle femme égalitaire (AWSA) (%)	57,7	55,3	59,7	***	56	58,2	59,9	***
Satisfaction personnelle (1-5)	3,4	3,5	3,3	***	3,4	3,4	3,4	
Aversion au risque (loterie) (%)	97,3	98,6	96,1	**	98	96,9	96,7	
Taux d'actualisation 3 mois	3,4	3,3	3,6		3,5	3,4	3,5	
Taux d'actualisation 1 an	1,7	1,6	1,7		1,6	1,7	1,7	
Participe à une organisation (%)	34,5	47,8	23,7	***	34,9	34,1	34,6	

Biais d'information revenu du travail (%)	81,7	78,5	84,3	**	83,4	85,1	72	***
Sous-estime un des rendements éducatifs (%)	68,1	64,5	71,1	*	71,7	70,8	56,7	***
Sur-estime un des rendements éducatifs (%)	35,7	33	37,9		37,5	36,6	30,6	
Nombre d'observations	860	369	491		330	342	188	

^a Significativité de la différence de moyennes entre hommes et femmes (t-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques pour les hommes et les femmes.

^b Significativité de la différence de moyennes entre tranches d'âge (F-test): *** p<0,01 ** p<0,05 * p<0,1. L'hypothèse nulle est que les moyennes sont identiques pour les 3 groupes.

^c Moyenne de 17 compétences incluant le calcul de prix ou de coûts, opérations mathématiques de base, lecture de texte, remplissage de formulaire, usage d'internet et d'ordinateur, tâches de planification, conduire une voiture, travailler avec des machines-outils, etc. Echelle de 1 (très difficile) à 7 (très facile).

Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Le faible nombre d'observations sur le revenu des occupés de l'échantillon (N=89) ne nous permet pas de commenter ces statistiques désagrégées par genre ou tranche d'âge. Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti, et avec ceux de l'échantillon ECVMAS 2012 pour la question concernant le biais d'information sur les revenus du travail.

Concernant les attentes professionnelles, le salaire de réserve moyen est inférieur de presque 30 % au revenu mensuel moyen touché par les jeunes occupés dans l'échantillon³⁵, ce qui témoigne d'une appréhension biaisée et pessimiste de la situation actuelle du marché du travail. De fait, plus de huit jeunes sur dix présentent un biais d'information quant aux revenus du travail³⁶, fréquence plus élevée chez les femmes mais qui diminue avec l'âge, à mesure que le jeune apprend de sa confrontation à la réalité du marché du travail. Dans les discours des jeunes lors de l'enquête qualitative, tous sans exception affichent des aspirations salariales très importantes. L'un d'eux déclare ainsi: «dans 10 ans, j'aurai plusieurs emplois, et je pense avoir au minimum 50 000 dollars par mois pour chaque emploi, et j'aurai beaucoup d'emplois donc le nombre sera très élevé». Les résultats présentés dans le tableau 5 illustrent la stabilité de la fréquence et de la direction du biais, quelle que soit la situation scolaire et professionnelle du jeune et la formation considérée (Graphique 2), alors que la magnitude du biais, quant à elle, diffère: les jeunes qui se consacrent exclusivement aux études sont les plus optimistes dans leur surestimation des rendements de l'éducation

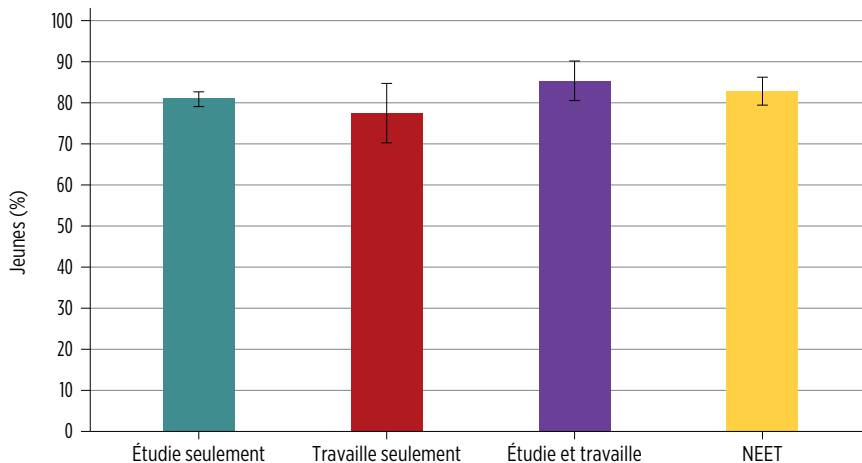
35. Le faible nombre d'observations sur le revenu des occupés de l'échantillon (N=89) ne nous permet pas de commenter ces statistiques désagrégées par genre ou tranche d'âge.

36. Les attentes sont considérées «biaisées» si la perception par le jeune du salaire moyen diffère par plus d'un écart-type du salaire moyen réel sur le marché du travail. Si les différences de magnitude du biais sont riches d'enseignements, son niveau général est toutefois à considérer avec précaution, dans la mesure où la référence en termes de revenus du travail «réels» a été estimée sur la base des données ECVMAS 2012.

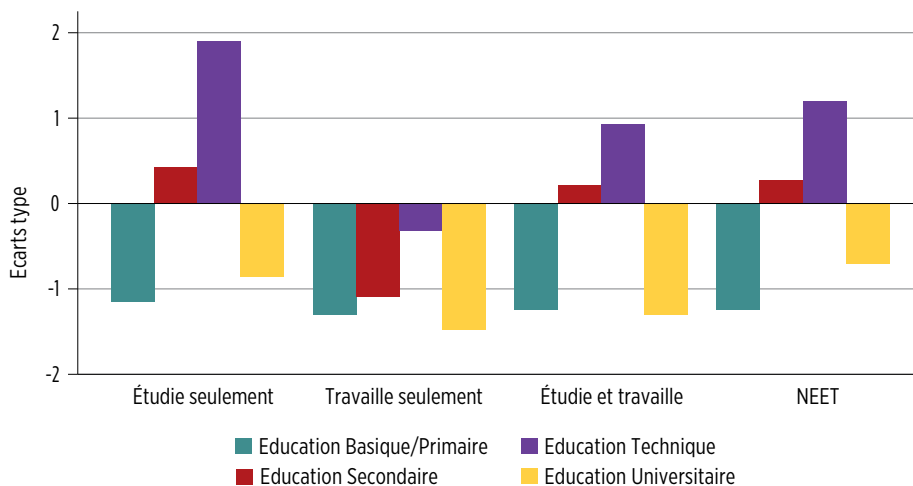
technique, tandis que ceux travaillant seulement sont ceux qui sous-estiment le plus les rendements de l'université.

GRAPHIQUE 2 • BIAIS D'INFORMATION CONCERNANT LES REVENUS DU TRAVAIL

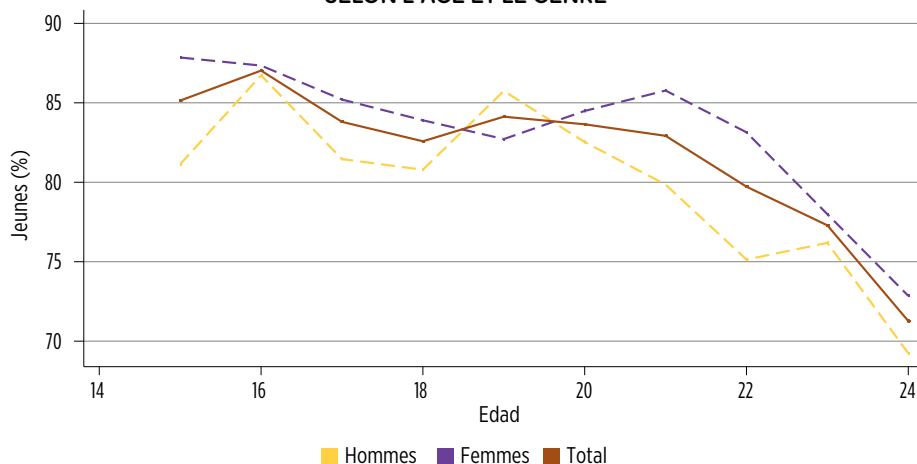
A) JEUNES AYANT UNE APPRÉCIATION BIAISÉE DES REVENUS DU TRAVAIL, PAR CATÉGORIE (%)



B) MAGNITUDE DU BIAIS D'INFORMATION SUR LES REVENUS DU TRAVAIL, PAR CATÉGORIE



C) JEUNES AYANT UNE APPRÉCIATION BIAISÉE DES REVENUS DU TRAVAIL, SELON L'ÂGE ET LE GENRE



Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

ENCADRÉ 3 •

UNE JEUNESSE MOBILISÉE ET AMBITIEUSE

Contrastant avec la critique de la paresse formulée par certains des jeunes haïtiens scolarisés, l'ensemble de la jeunesse interrogée apparaît au contraire comme occupée et volontaire. Les jeunes déscolarisés (19-24 ans) formulent un constat unanime: «les pauvres n'ont pas de congés, nous travaillons chaque jour régulièrement», y compris les week-ends. Quant aux jeunes qui étudient, lorsqu'ils ne sont pas en classe, ils doivent aussi «se lever, travailler, aller chercher de l'eau, aller au marché».

Les aspirations scolaires sont élevées en Haïti, notamment au regard du niveau moyen d'études. De fait l'école apparaît dans le discours de ces jeunes comme l'élément central dans la construction d'un statut et d'un avenir professionnel dans un pays où «plus votre niveau d'étude est plus bas, plus vous souffrez». Pour les jeunes déscolarisés, qui déclarent unanimement vouloir reprendre leurs études s'ils en avaient les moyens, l'absence d'éducation constitue un handicap car «pour avoir un travail en Haïti, vous devez être qualifié». Mais l'attachement

à l'école est aussi symbolique. Elle est présentée comme le dernier rempart face aux difficultés, un «patrimoine» dont on ne peut les déposséder: «l'éducation est notre seul patrimoine, même après la mort de nos parents, même après notre mort, notre esprit restera meublé».

Les jeunes haïtiens sont lucides. Malgré le contexte national, ils entretiennent un profond désir de changement, et des aspirations à «une vie qui doit être différente de celle de [leurs] parents». Parallèlement, alors que l'optimisme et la responsabilité individuelle quant à la possibilité d'un changement semblent fortement conditionnés par le statut scolaire, les références à la religion apparaissent dans le discours de tous les jeunes. Elles sont récurrentes aussi bien dans l'explication de la distribution des talents que dans la mention des aides à la prise de décision, ou dans les chances d'atteindre les objectifs fixés.

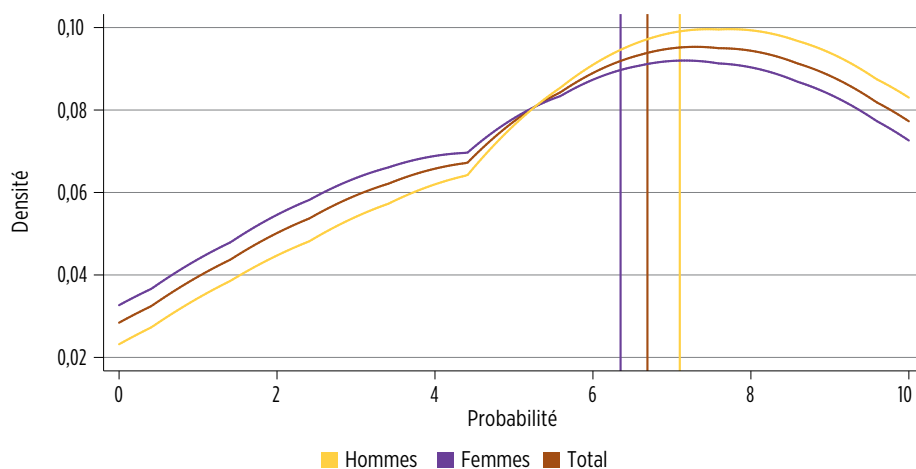
De manière plus surprenante, 83 % des jeunes souhaitent terminer l'université ou des études de troisième cycle, proportion remarquable étant donné la faible proportion de jeunes diplômés ou scolarisés dans le supérieur, indépendamment du genre ou de la classe d'âge. Une explication plausible réside dans les perspectives d'émigration vers les pays voisins, où les exigences des employeurs en termes de qualifications peuvent être plus contraignantes. En 2015, la communauté de ressortissants haïtiens vivant à l'étranger représente un dixième de la population, soit 1,2 million de personnes (ONU, 2015)³⁷. Ce phénomène concerne surtout la minorité la plus diplômée: en 2010, deux émigrants haïtiens sur trois sont diplômés de l'enseignement supérieur (Banque mondiale, 2016). Les envois de fonds de la part de cette diaspora haïtienne constituent par ailleurs une contribution capitale au revenu des ménages restés en Haïti, notamment des plus pauvres, comme l'illustre le discours d'un jeune haïtien déscolarisé lors de l'enquête qualitative: «L'argent est rare, nous dépendons uniquement de la diaspora, c'est notre seul espoir, mais parfois le peu d'argent transféré n'est pas régulier, et nous n'avons pas d'autres activités génératrices de revenu».

37. Source: United Nations Population Division – International Migrant Stock 2015

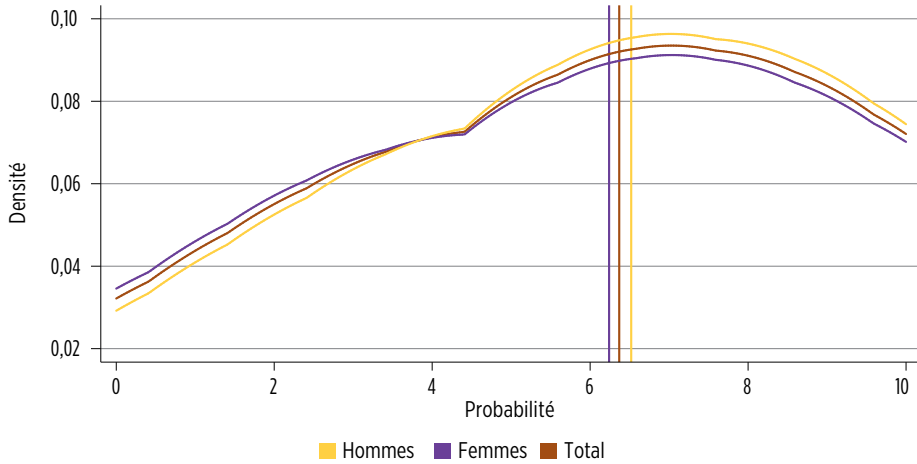
Comme l'indique le graphique 3, au-delà d'un écart de genre dans l'optimisme des projections, les jeunes dans l'ensemble perçoivent comme plus probable d'atteindre dans 10 ans le travail souhaité que le niveau d'éducation souhaité. Ce résultat est à mettre en perspective avec la sous-estimation des rendements de l'éducation, mais aussi à considérer dans le contexte d'un coût (direct et d'opportunité) important de l'éducation en Haïti. A cet égard, le graphique 4 souligne que ce sont les jeunes conjuguant études et travail qui mentionnent le plus la contrainte économique comme importante. La nécessité de travailler (et ainsi générer des revenus) est identifiée comme la contrainte principale pour ceux qui ont sacrifié leurs études au travail. Par ailleurs, alors que les jeunes filles sont plus nombreuses à mentionner les responsabilités familiales comme obstacle, les jeunes garçons quant à eux sont plus nombreux à invoquer le manque de ressources économiques, le manque d'appui des parents, et la nécessité de travailler.

GRAPHIQUE 3 • PROBABILITÉ D'ATTEINDRE LE NIVEAU D'ÉTUDES ET LE TRAVAIL SOUHAITÉ DANS 10 ANS

A) PERCEPTION DE LA PROBABILITÉ D'ATTEINDRE LE TRAVAIL SOUHAITÉ



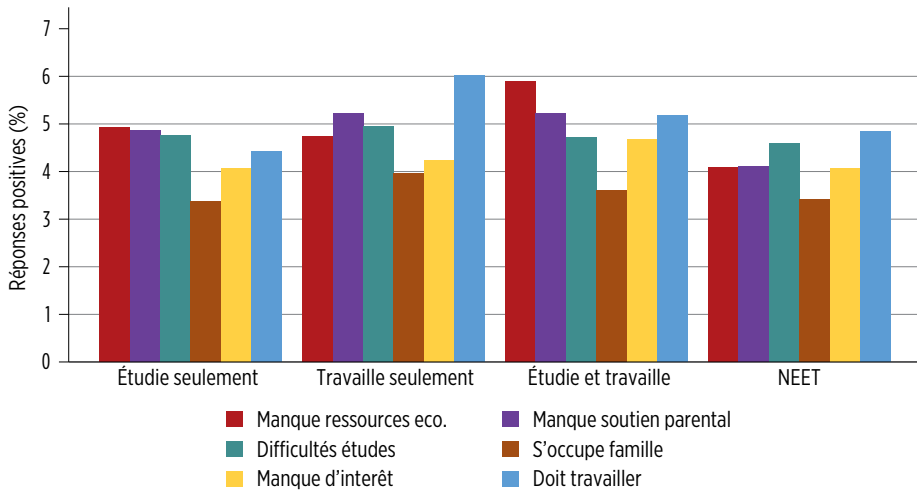
B) PERCEPTION DE LA PROBABILITÉ D'ATTEINDRE LE NIVEAU D'ÉDUCATION SOUHAITÉ



Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

GRAPHIQUE 4 • OBSTACLES IDENTIFIÉS À L'ATTEINTE DU NIVEAU D'ÉTUDES SOUHAITÉ



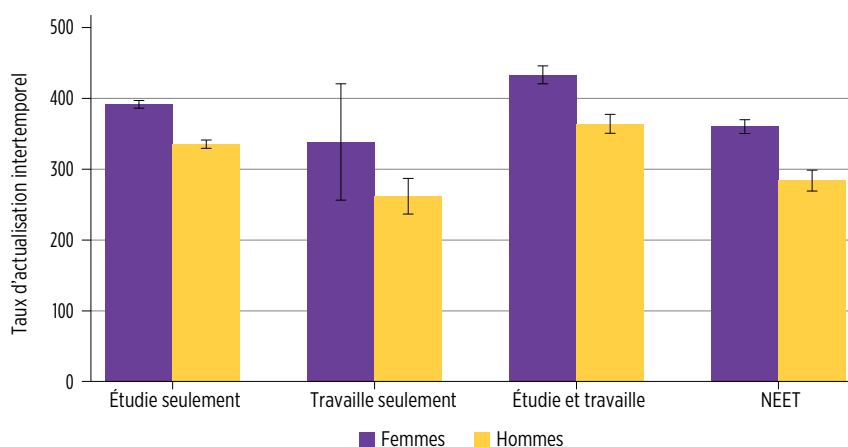
Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

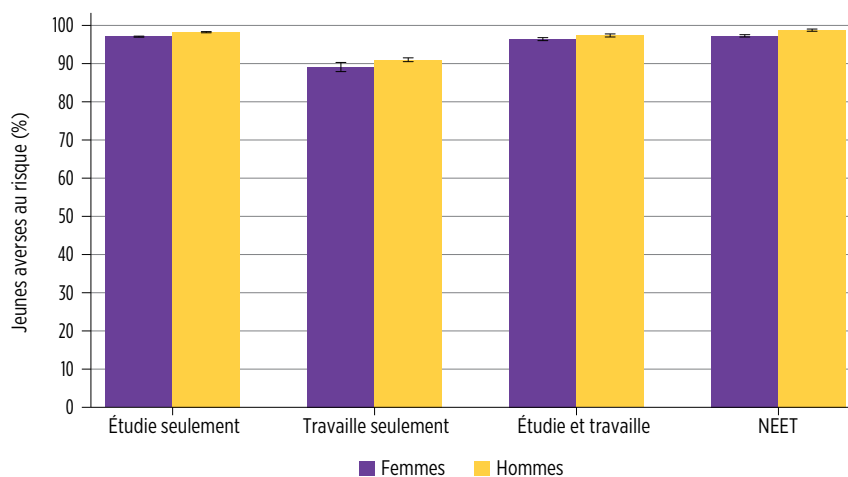
Les taux d'actualisation intertemporels à 3 mois et la fréquence de l'aversion au risque parmi la population étudiée (graphique 5) dessinent dans l'ensemble une jeunesse particulièrement aversive au risque et très impatiente, en particulier parmi ceux qui conjuguent études et travail. Cette dernière catégorie est également celle pour laquelle la prévalence de comportements à risque est la plus élevée, alors que les NEETS ne diffèrent pas significativement de ceux qui se consacrent uniquement à leurs études, à l'exception de la consommation d'alcool et de marijuana.

GRAPHIQUE 5 • TAUX D'ACTUALISATION INTERTEMPOREL ET RAPPORT AU RISQUE

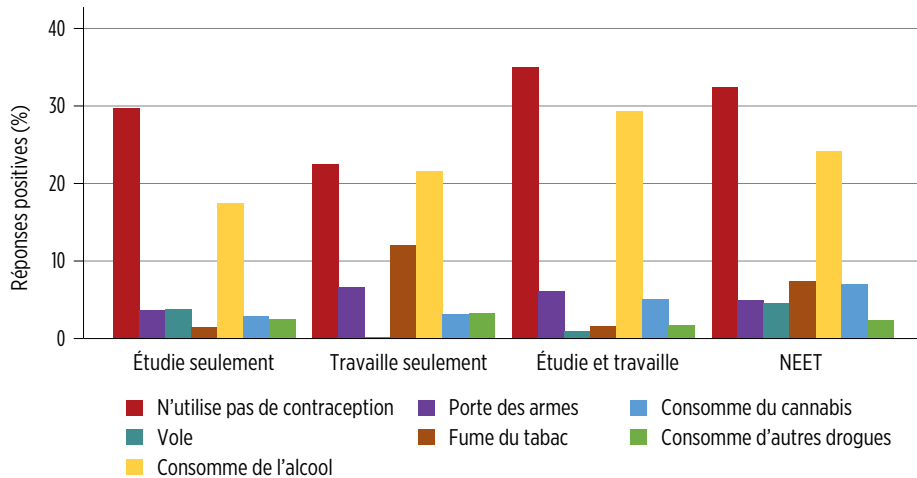
A) TAUX D'ACTUALISATION INTERTEMPOREL (3 MOIS) SELON LE GENRE ET LA CATÉGORIE



B) AVERSION AU RISQUE (LOTÉRIE), SELON LE GENRE ET LA CATÉGORIE



C) CONDUITES À RISQUE, PAR CATÉGORIE



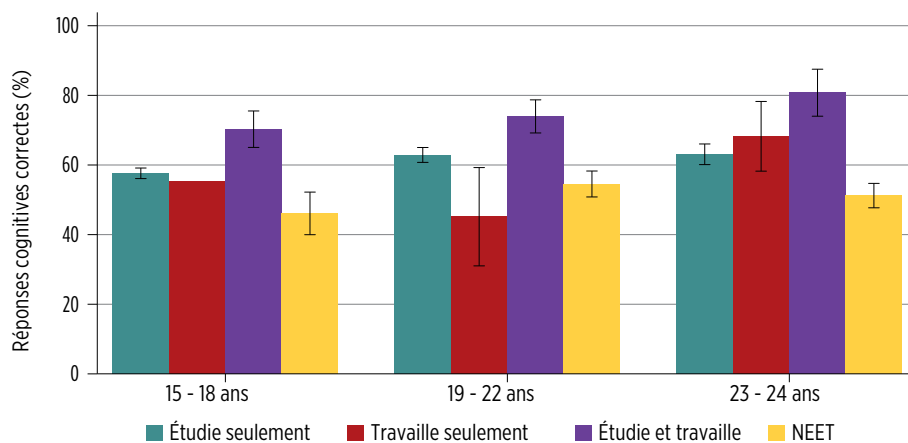
Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

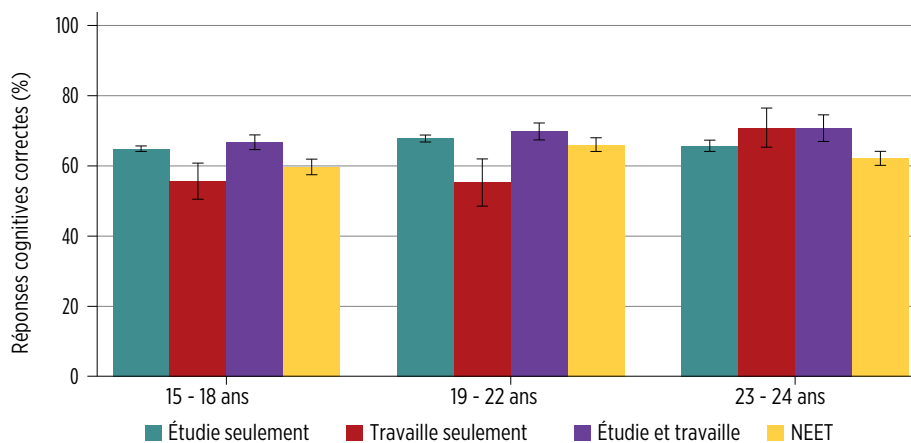
Quant aux résultats concernant les compétences techniques (auto-déclarées) et les facultés cognitives (mesurées) de ces jeunes, ils suggèrent uniformément des facultés nettement supérieures à un niveau «moyen» (50 % de réponses correctes mesurées, soit 3,5 sur 7 dans une échelle de compétences auto-déclarées), et notamment une meilleure maîtrise du langage que des mathématiques. Par ailleurs, quelle que soit la capacité technique considérée, à l'exception du langage, la performance moyenne déclarée par les jeunes haïtiennes est systématiquement inférieure à celle des jeunes haïtiens. La proportion d'entre elles déclarant maîtriser l'anglais est trois fois plus faible que celle des jeunes haïtiens. Parallèlement, alors qu'entre 15 et 22 ans les performances auto-déclarées et mesurées progressent, les données présentées dans le tableau 5 suggèrent que les 23-24 ans accusent un retard uniforme par rapport à leurs cadets, ce qui suggérerait une amélioration récente de la qualité de l'enseignement. Enfin, si le graphique 6 témoigne de nettes différences de performance entre catégories, celles-ci tendent à se réduire avec l'âge (à l'exception des mathématiques). Dans l'ensemble, les jeunes se consacrant uniquement ou en partie à leurs études obtiennent de meilleurs résultats que les NEETS ou ceux se consacrant uniquement au travail. A l'exception de la capacité à se repérer dans l'espace, la performance des NEETS est systématiquement et significativement inférieure à celle des autres catégories.

GRAPHIQUE 6 • FACULTÉS COGNITIVES ET HABILITÉS SELON LA SITUATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

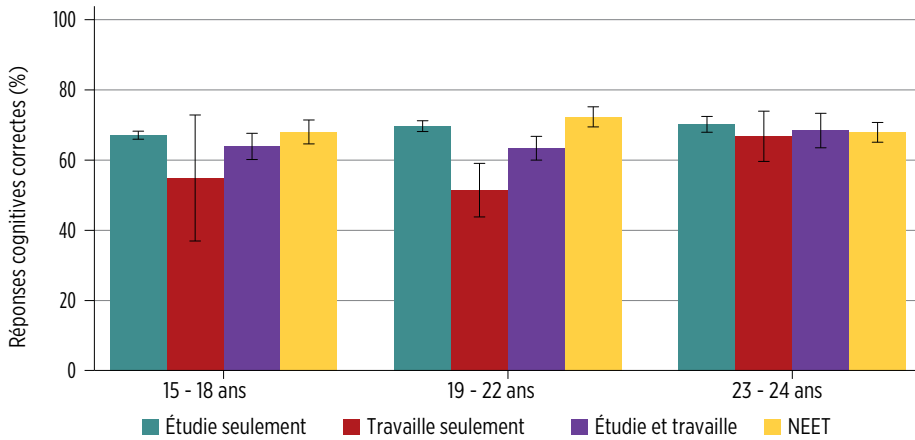
A) RÉPONSES COGNITIVES CORRECTES, SELON L'ÂGE ET LA CATÉGORIE. MATHÉMATIQUES



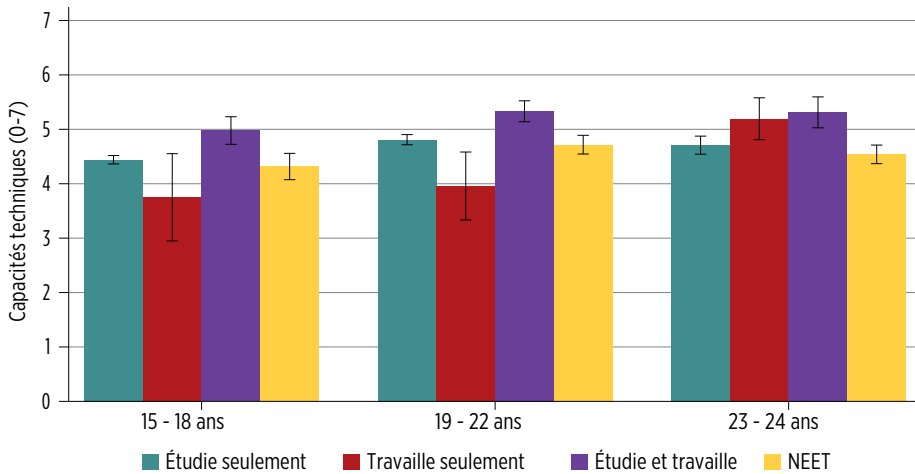
B) RÉPONSES COGNITIVES CORRECTES, SELON L'ÂGE ET LA CATÉGORIE. LANGAGE



C) RÉPONSES COGNITIVES CORRECTES, SELON L'ÂGE ET LA CATÉGORIE. SPATIALES



D) CAPACITÉS TECHNIQUES, SELON L'ÂGE ET LA CATÉGORIE



Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

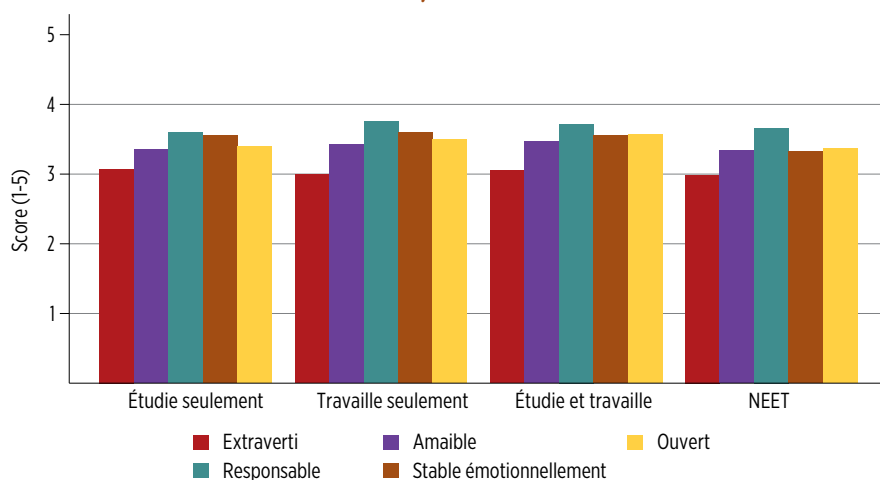
Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

Contrairement aux inégalités inter-catégories observées pour les facultés cognitives, le graphique 7 témoigne de faibles différences entre catégories en termes de facultés non-cognitives, mesurées par un ensemble de tests psychologiques scientifiquement validés. Seule exception à cette tendance: les symptômes dépressifs sont près de

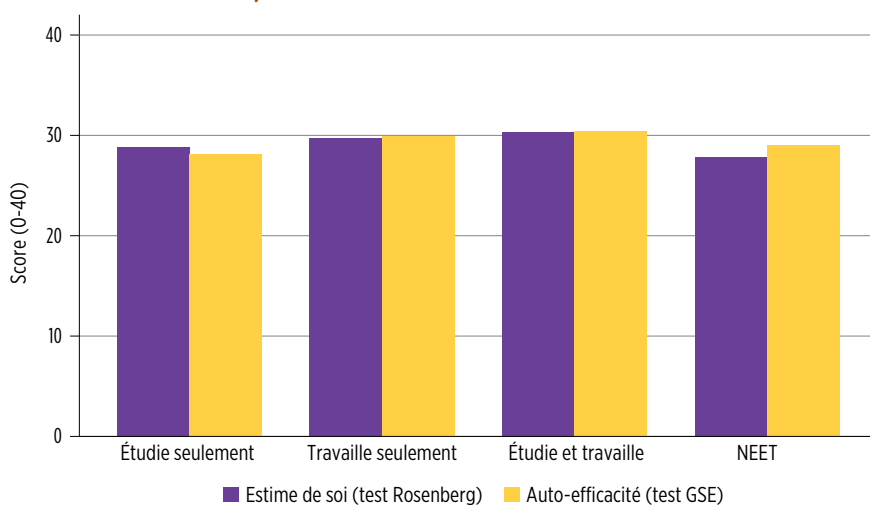
deux fois plus fréquents parmi les NEETS que parmi ceux qui se consacrent uniquement aux études. En revanche, les jeunes haïtiennes se distinguent par des perceptions systématiquement plus faibles en termes de satisfaction générale (estime de soi, auto-efficacité, satisfaction personnelle) et de stabilité émotionnelle. Elles sont notamment plus d'un quart à présenter des signes de dépression.

GRAPHIQUE 7 • FACULTÉS NON-COGNITIVES SELON LA SITUATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE

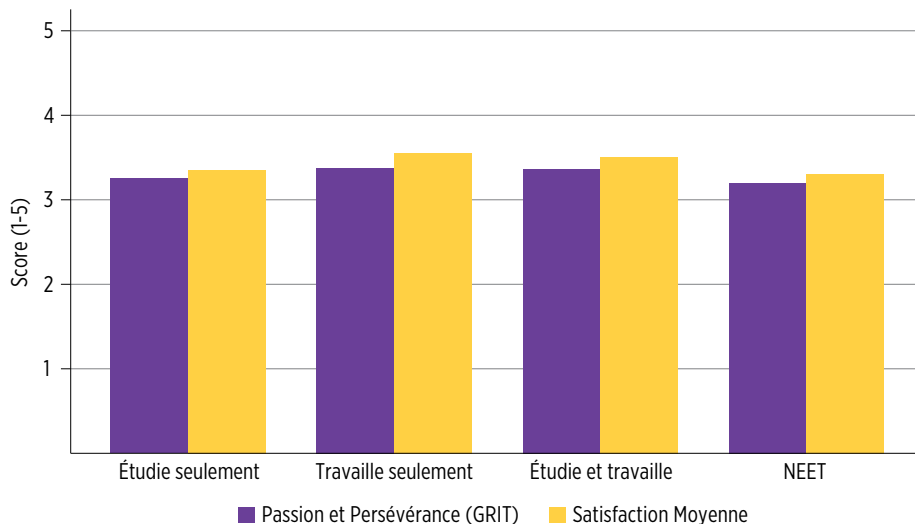
A) BIG 5



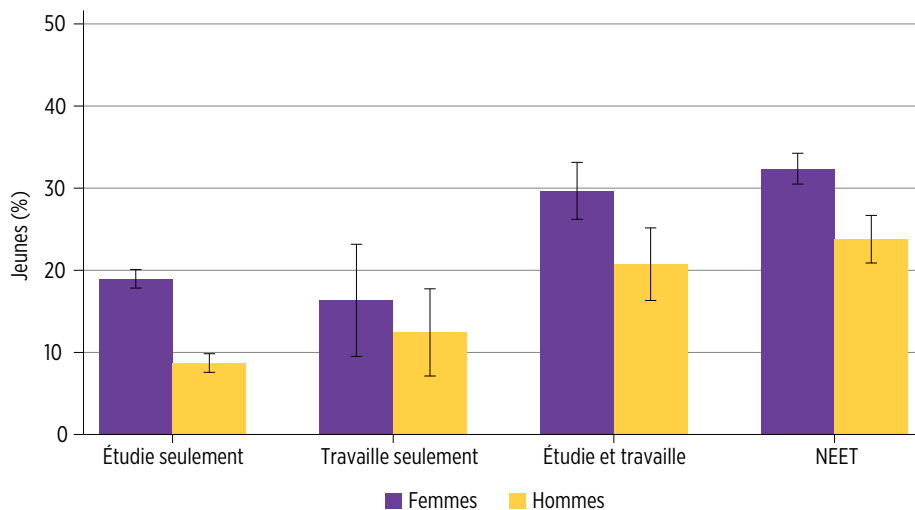
B) ESTIME DE SOI ET AUTO-EFFICACITÉ



C) GRIT ET SATISFACTION



D) JEUNES AVEC DES SYMPTÔMES DÉPRESSIFS SELON LE GENRE ET LA CATÉGORIE (%)



Source: Elaboration propre à partir des données de l'enquête Millennials en Haïti.

Note: Les moyennes ont été calculées en utilisant les pondérations de l'échantillon de l'enquête Millennials en Haïti.

ENCADRÉ 4 •**EST-CE VRAIMENT «PLUS FACILE POUR LES FILLES»?**

Le discours des jeunes haïtiens et haïtiennes recueilli dans le cadre du travail qualitatif fait lui aussi état de différence de genre dans les expériences et les aspirations.

Malgré une référence systématique aux tâches domestiques parmi les jeunes scolarisés, des inégalités de genre persistent. Lorsqu'il s'agit des loisirs, les sorties évoquées par les jeunes garçons («Après l'école, je mange, je joue, je fais des blagues, je joue au football») contrastent avec la poursuite des obligations domestiques et familiales dans le discours des jeunes femmes: «Pendant les vacances, j'ai peu de temps libre: je suis toujours occupée à montrer à des enfants ce que je sais faire».

Par ailleurs, concernant les opportunités professionnelles, le discours des jeunes déscolarisés est révélateur d'inégalités de traitement alarmantes. Alors que les hommes déclarent quasi-unaniment que «c'est plus facile pour les filles» d'obtenir un emploi et réaliser ses aspirations, cette rhétorique est bien plus rare chez les jeunes filles. Et de fait: parmi les 15-18 ans, presque tous les hommes considèrent que les femmes ont plus de chances de trouver un emploi, car les employeurs peuvent pratiquer un chantage sexuel à l'embauche. Pour cette même raison, les femmes déclarent qu'elles ont moins de chances d'être employées. D'après certains jeunes, ce chantage constitue plus globalement la principale difficulté dans l'accès à l'emploi: «après toutes ces années d'études, toutes les péripéties, pour trouver un emploi, le patron demande au jeune son corps».

Cette idée d'un avantage féminin à l'embauche est également formulée par les jeunes scolarisés, mais leur argumentation relève plutôt de la motivation et des capacités des femmes. Enfin, le discours des jeunes suivant des études supérieures témoigne d'une conscience des enjeux de genre. Tous construisent un discours égalitariste («de toute évidence, la femme a toujours été égale à l'homme»), constatent et saluent l'intégration progressive de plus de parité dans une société pourtant qualifiée de «patriarcale». D'après un de ces jeunes: «Depuis quelque temps, la question de la parité de genre commence à apporter une solution [aux inégalités entre hommes et femmes] du fait de l'émancipation de la femme partout à travers le monde».

6.5 • Conclusions

Les données inédites de l'enquête Millennials ont permis l'identification des caractéristiques de la jeunesse haïtienne en 2018, à l'étape charnière du passage à l'âge adulte. Plusieurs enseignements sont à retenir. En premier lieu, malgré un contexte politique complexe, les embellies sont substantielles: une fréquentation scolaire en augmentation et des aspirations scolaires élevées, bien que la fréquentation du supérieur soit encore faible. Cette apparente inadéquation entre aspirations et réalités s'inscrit dans un contexte d'émigration massive, alors que la part d'Haïtiens résidant à l'étranger représente plus d'un dixième de la population sur place (ONU, 2015). Ces migrations se caractérisent par une auto-sélection positive des émigrants (Clemens, Montenegro et Pritchett, 2016), et notamment des plus diplômés. Au-delà de l'épouvantail de la fuite des cerveaux, qui alarme sur la perte de capital humain, des études récentes font valoir au contraire l'opportunité pour Haïti que représentent ces migrations. Dans une évaluation d'impact récente réalisée sur un échantillon restreint, Clemens et Postel (2017) suggèrent que les retombées économiques pour les ménages haïtiens pauvres des travailleurs à l'étranger dépasseraient celles de toutes les autres politiques mises en œuvre pour lutter contre la pauvreté. Une alternative pour les politiques de développement, étant donnée cette conjoncture, serait donc de promouvoir l'investissement de ces envois de fonds depuis l'étranger dans le capital humain des ménages en Haïti.

Les aspirations éducatives et professionnelles élevées des jeunes haïtiens, malgré les réalités du contexte national, peuvent être liées à un souhait de migrer, ou de garder contact avec les expatriés. Il serait donc intéressant de mettre en œuvre des programmes visant à diffuser auprès de ces jeunes des informations sur les options de formation, les compétences attendues et les caractéristiques du marché du travail. Une autre source de motivation pour que ces jeunes investissent dans leur formation serait la promotion de modèles d'individus ayant réussi.

Si ces derniers envisagent aujourd'hui leur formation et vie professionnelle au-delà des frontières haïtiennes le désir d'un changement institutionnel pour leur pays reste vif. Un jeune haïtien déscolarisé concluait son entretien par ces mots: «Pour terminer, je voudrais faire passer un message. Nous voulons avoir des débouchés, qui nous permettront d'avancer, par exemple, de trouver un logement, d'assurer notre scolarisation, d'aider nos parents à obtenir un boulot, même si la possibilité de travailler est très rare (...). Opérez des changements, et nous atteindrons nos objectifs!».

Par ailleurs, bien que leurs ambitions soient élevées, les 15-24 ans ne sous-estiment pas pour autant les difficultés liées à leur réalisation, principalement le coût de l'éducation, le manque de ressources économiques, et la nécessité de travailler qui en résulte. Leurs réponses témoignent d'une part de leur pragmatisme dans l'appréhension du contexte, et d'autre part de leur rôle déjà fondamental dans le maintien du niveau de vie du ménage. Quant au constat de l'inégalité des chances, aussi bien dans les réalités que dans les attentes, il est sans appel: les jeunes déscolarisés et exclus du marché du travail accusent un retard uniforme. Les jeunes ayant abandonné les études pour débiter leur vie professionnelle se distinguent également par des résultats plus faibles, suggérant un défi majeur pour les politiques futures: lutter contre le décrochage scolaire, qu'il soit au profit d'une entrée précoce sur le marché du travail ou non.

Il est indispensable de poursuivre et d'améliorer les politiques favorisant l'accès à l'éducation, telles que les bourses pour les élèves, les sessions d'alphabétisations des jeunes et des adultes, les salaires versés aux enseignants des écoles publiques, les centres d'accueil et garderies pour enfants. Par ailleurs, un autre enjeu central réside dans la promotion d'une éducation de qualité, adaptée aux besoins du pays, dans les écoles comme dans les centres de formation professionnelle. A cet égard, des programmes de développement de compétences comme la formation duale (ou «alternance») dans un établissement d'enseignement et sur un lieu de travail pourraient contribuer à l'amélioration de la productivité, de l'insertion professionnelle et du bien-être des jeunes et du pays.

Enfin, contrairement aux idées reçues, en termes de capacités non-cognitives, et à l'exception capitale des syndromes dépressifs, les «NEETS» ne présentent pas de retard systématique par rapport à l'ensemble des catégories. A cet égard, le genre est un facteur hautement plus discriminant puisque toutes catégories confondues, les perceptions des jeunes haïtiennes sont plus pessimistes. Ces inégalités de genre sont manifestes quel que soit le niveau socioéconomique économique du ménage, ce qui révèle la permanence de stigmates sociaux associés au genre dans la société haïtienne. Il apparaît donc capital de faire de la diffusion de représentations égalitaires une priorité, à plus de mi-parcours du Plan National pour l'Egalité Femme-Homme (2014-2020). La mise en œuvre d'interventions visant à développer les capacités socio-émotionnelles des jeunes femmes pourrait également améliorer significativement leurs performances scolaires et professionnelles, ainsi que leur bien-être général.

• Bibliographie

Adelman, M. A., & Holland, P. A. (2015). *Increasing access by waiving tuition: Evidence from Haiti*. World Bank Policy Research Working Paper 7175 (7175).

Amuedo-Dorantes, C., Georges, A., & Pozo, S. (2010). Migration, remittances, and children's schooling in Haiti. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 630(1), 224-244.

Ashcraft, A., & Lang, K. (2006). *The consequences of teenage childbearing*. National Bureau of Economic Research. Working Paper Series, Working Paper 12485.

Banque mondiale (2015). *Investing in People to Fight Poverty in Haiti: Reflections for evidence-based policy making*. Washington, DC: Banco Mundial.

Banque mondiale (2016). *Better Spending, Better Services: A Review of Public Finances in Haiti*. Washington, DC: Banco Mundial.

Banque mondiale (2017). *Migration and remittances. Recent Developments and Outlook. Special Topic: Global Compact on Migration*. Washington, DC: Banco Mundial.

Banque mondiale (2018). World Development Indicators data-base. Washington, DC: Banco Mundial. Recuperado el 20 de abril de 2018 de <http://data.worldbank.org>.

Cayemittes, M., Busangu, M. F., Bizimana, J., Barrère, B., Sévère, B., Cayemittes, V. & Charles, E. (2013). *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services, Haïti, 2012*. Calverton, Maryland, USA: MSPP, IHE & ICF International.

Clemens, M. A., Montenegro, C. E., & Pritchett, L. (2016). *Bounding the price equivalent of migration barriers*. IZA Institute for the Study of Labor, Bonn. IZA Discussion Paper 9789.

Clemens, M. A., & Postel, H. (2017). Temporary work visas as US-Haiti development cooperation: a preliminary impact evaluation. *IZA Journal of Labor & Development*, 6(1), 4.

Échevin, D. (2011). *Vulnerability and Livelihoods before and after the Haiti Earthquake*. World Bank Policy Research Working Paper Series No. 5850.

Fafo (2015). *Placement et Travail Domestique des Enfants en Haïti en 2014: Rapport analytique*.

Fletcher, J. M., & Wolfe, B. L. (2009). Education and labor market consequences of teenage childbearing evidence using the timing of pregnancy outcomes and community fixed effects. *Journal of Human Resources*, 44(2), 303-325.

Herrera, J., Lamaute-Brisson, N., Milbin, D., Roubaud, F., Saint-Macary, C., Torelli, C., & Zanuso, C. (2014). *L'évolution des conditions de vie en Haïti entre 2007 et 2012: la réplique sociale du séisme*. IHSI.

Institut Haïtien de l'Enfance (IHE) & ICF. (2018). *Enquête Mortalité, Morbidité et Utilisation des Services (EMMUS-VI 2016-2017)*. Pétiion-Ville, Haïti & Rockville, Maryland, USA: IHE & ICF.

Lamaute-Brisson, N. (2015a). *Promotion et protection sociale de l'enfance et de l'adolescence en Haïti*. Série Politiques Sociales, No. 212.

Lamaute-Brisson, N. (2015b). *Protection et promotion sociales en Haïti: La stratégie nationale d'assistance sociale (SNAS/EDE PEP), enjeux stratégiques et institutionnels*. CEPAL.

- Lunde, H. (2010). *Haiti Youth Survey 2009, volume II: Analytical Report*. Oslo: Fafo.
- Ministère de L'éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) (2013). *Politique et stratégie de la formation professionnelle en Haïti: Diagnostic de la formation professionnelle en Haïti*.
- Ministère de L'éducation Nationale et de la Formation Professionnelle (MENFP) (2016). *Plan d'actions prioritaires*.
- Montenegro, C. E., & Patrinos, H. A. (2014). *Comparable estimates of returns to schooling around the world*. World Bank Policy Research Working Paper, (7020).
- Novella, R., & Zanuso, C. (2018). Reallocating children's time: coping strategies after the 2010 Haiti earthquake. *IZA Journal of Development and Migration*, 8(1), 4.
- Organización Internacional para las Migraciones (2016). *Migration en Haïti, Profil Migratoire National 2015*.
- Plan d'action pour le Relèvement et le Développement National d'Haïti (2010). *Les Grands Chantiers pour l'avenir, Port-au-Prince, Haïti*.
- Rony, F. (2017). État des lieux de la formation professionnelle en Haïti. *Haïti Perspectives*, 6(2).
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2017). *Rapport sur le Développement humain 2016*.
- Programme des Nations Unies pour le Développement (2017). *Évaluation des besoins post-catastrophe pour le cyclone Mathieu*.
- Zanuso, C., Roubaud, F., & Torelli, C. (2014). Le marché du travail en Haïti après le séisme: quelle place pour les jeunes? *Autrepart*, (3), 135-156.